



Club des Vigilants

Apprivoisons l'avenir



Vigilances n°117

Janvier 2017

Sommaire

Editorial : message aux candidats	3
Avant les élections	4
Lente agonie de la démocratie représentative.....	4
Le profil idéal des prochains ministres.....	5
La France vote-t-elle enfin pour le réalisme ?	6
Le grand parti caché des réformistes.....	6
Jean-Paul Bailly : réformer c'est possible !.....	7
Une proposition : des syndicats Pôle Emploi.....	9
Avançons sur la Gestation Pour Autrui.....	10
Le monde avec Trump	12
Un danger pour la démocratie ?	12
L'Europe est-elle en ordre de bataille ?	13
L'avenir de l'accord avec l'Iran.....	14
Construira-t-il le mur contre les Mexicains ?.....	15
En cas de blocus chinois sur Taïwan	16
Climat : le monde plus fort que Trump ?	17
L'Arabie Saoudite tiendra-t-elle ?	18
Alep. Avant. Après	19
Notre assourdissant silence sur Alep.....	19
L'Iran en Syrie après la prise d'Alep	20
Poutine va-t-il régler le problème syrien ?	22

L'éthique du libéralisme.....	23
Narayana Murthy. Pour diminuer l'avidité des dirigeants, changeons ce qui les rend heureux !	23
Le cardinal Barbarin aux patrons : méfiez-vous de vous-mêmes !	26
L'homme de demain.....	28
En marche vers une nouvelle humanité.....	28
Un peu d'humanité dans les algorithmes SVP	30
Disparition d'un ami.....	31
Henry Hermand : l'ambition n'est pas un rêve	31



Editorial : message aux candidats

La politique s'adaptera au digital, avec ou sans vous !

Dans un texte de 1955 Werner Heisenberg, physicien et prix Nobel, constatait l'incroyable influence prise par la physique sur la politique mondiale depuis l'apparition des armes atomiques. Confiant que les forces de progrès rendraient la situation transitoire, il posait cette question : *que subsistera-t-il de cette influence quand le monde aura adapté sa structure politique aux nouvelles possibilités techniques ?* Au-delà des préoccupations immédiates – la guerre nucléaire fut régulée par le travail conceptuel des militaires américains et français –, Heisenberg posait une question fondamentale et toujours d'actualité : **la structure politique s'adapte-t-elle spontanément aux changements induits par la technique ?**

Si l'on regarde l'histoire on est davantage frappé par les difficultés. Faute d'avoir compris qu'à l'âge industriel la société irait plus vite et que l'ordre social fondé sur la fidélité et l'hérédité était inadapté, la structure politique de l'Europe continentale fut balayée par un cycle révolutionnaire qui imposa l'égalité civile et système représentatif. Lucide sur l'ampleur de ces innovations, Alexis de Tocqueville constatait la *subversion totale de la société existante*.

Aujourd'hui, de fantastiques bouleversements sont issus, comme les précédents, de la technique. La loi de Moore suffit à les résumer : avoir doublé le nombre de puces sur un transistor tous les 18 mois depuis 50 ans a simplement transformé le monde. La société est plus rapide, plus hétérogène, plus diverse, plus inventive, plus ouverte à l'expérimentation. La capacité d'initiative descend au niveau des villes, des entreprises, des plateformes de projets, de communautés d'action de toutes sortes. Les données sont la source d'une nouvelle intelligence. La lutte contre le changement climatique repose sur une mobilisation universelle, elle entraîne tous les échelons de la société civile. **L'expérience est la base d'une nouvelle légitimité**, les citoyens qui développent une intelligence collective veulent que leurs initiatives soient reconnues et amplifiées ; la puissance publique n'a plus le monopole de la régulation. Pour suivre Tocqueville, on assiste à **une subversion profonde de l'asymétrie traditionnelle entre le pouvoir et les citoyens**.

Cette société, appelons-la digitale, **ne fonctionnera pas avec la même structure politique que la société industrielle**. Pourtant, c'est l'absence de créativité politique du pouvoir et des institutions qui, comme hier, domine. Elle est la cause des difficultés du système représentatif et du populisme. Civic techs, *crowd lobbying*, pétitions en ligne, think tanks, économies locales expriment cette créativité. Dans le foisonnement des initiatives germent des transformations dont certaines apparaîtront, avec le recul, aussi importantes que celles qui firent fonctionner la société industrielle.

À la veille de l'élection présidentielle de 2017, c'est **une autre façon de jauger les candidats : sont-ils capables de comprendre et favoriser ces transformations ?**

Philippe Bois – Président du Club des Vigilants

Avant les élections

Lente agonie de la démocratie représentative



« Quel que soit l'indicateur choisi, il semble prouvé que la démocratie représentative libérale reste la moins mauvaise solution en termes de bien-être des populations. Tous les pays ayant un indice de développement humain ou un indice de « bonheur » élevé sont des démocraties représentatives libérales. Dans ces démocraties, l'indice de Gini - qui mesure la répartition des revenus - est situé aux environs de 0,30. On peut donc émettre l'hypothèse que c'est en participant à la réduction des inégalités, mais en laissant également une certaine liberté aux citoyens, que les démocraties libérales représentatives créent les conditions du bien-être des citoyens. On pourrait ajouter que *« ce régime est celui qui propose la moins mauvaise égalité des chances, à défaut de celle - utopique - des résultats »*, écrit Yves Buchsenschutz.

(voir texte intégral sur www.clubdesvigilants.com)

Pourtant ce modèle qui nous est cher et qui semblait triompher après l'effondrement de l'Union Soviétique est menacé. Son exportation quelque peu forcée dans les anciennes colonies ou au Proche Orient n'a pas de résultats très convaincants *« même si certains comme la Tunisie, le Maroc, la Turquie (avec des allers-retours), voire la Chine même ont défriché des pistes »*. Mais surtout *« il est clair que les démocraties libérales représentatives dysfonctionnent également dans leurs pays d'implantation historique »*. *« Incapables de réaliser dans quel miracle ils vivent, les hommes libres ne vont plus voter ! Et confient leur destin à des professionnels de la politique désormais sans contrôle et de plus en plus incapables de se hisser à la hauteur des problèmes à résoudre... Curieusement, cette caste s'efforce de résoudre des problèmes que le peuple ne considère certainement pas comme prioritaires (en France la GPA, le mariage homosexuel, les rythmes scolaires, etc.) et ignore superbement les préoccupations qui dominent la vie des gens : le niveau de vie et l'emploi, la sécurité et le terrorisme, l'identité et l'immigration... »*

La solution ? Yves regarde avec sympathie vers les votations suisses.

A lire aussi dans ce numéro sur le même sujet

P.28 Jean-François Soupizet a lu le livre d'Alain de Vulpian, *Eloge de la métamorphose*. Il écrit notamment : *« Notre monde est en crise. Il est l'objet du désenchantement vis-à-vis de l'incapacité de la science et de l'inefficacité des structures de gouvernance à résoudre les défis qui s'accumulent »*.

Le profil idéal des prochains ministres



A l'exception des « fronts », de Macron à Fillon, les programmes économiques proposent tous des réformes plus ou moins libérales ... L'objectif étant de rétablir des conditions favorables à la création d'emploi afin que notre économie ne rejoigne pas le groupe des PIGS.

Cette nécessité d'insuffler de l'oxygène et de la liberté dans l'économie marchande ne doit pas se

traduire par un gouvernement faible. Bien au contraire, dans une économie de marché, le rôle du gouvernement est d'assurer avec force l'équilibre et le bon fonctionnement de l'économie, en garantissant la concurrence, la propriété industrielle et une grande incitation à la création d'entreprises par des actions claires, fermes et stables.

En plus il faudra anticiper sérieusement l'impact des innovations sur notre économie, qu'il s'agisse du numérique, des biotechnologies et de tout autre domaine, en s'informant en permanence de ce qui se passe partout dans le monde. Par définition, il y a dans les phénomènes d'innovations une forte composante de surprise qui concerne toutes les facettes de notre société. Ceci implique que nos gouvernants, dans la mesure où l'innovation nécessite un changement de loi, devront adopter une attitude **d'ouverture, de souplesse et d'imagination.** On ne peut plus concevoir que, comme dans le cas des taxis, les changements professionnels fassent l'objet de conflits et de longues négociations dont les résultats ne sont pas forcément les meilleurs. Sinon, pratiquement toutes les catégories professionnelles devront subir des crises.

Pour autant, anticipations et réformes rapides ne signifient pas précipitations, car **la gestion du changement implique des périodes d'adaptations.** Il faudrait que le passage de l'ancienne situation à la nouvelle fasse l'objet de périodes de transition, inscrites dans la loi, pour permettre aux entreprises de s'adapter. L'objectif étant d'éviter des événements comparables à ce qu'a connu à l'époque France Télécom quand cette société devait réduire ses effectifs de fonctionnaires.

La gestion du changement, c'est un métier et, dans le privé, le message est bien passé. Mais ce n'est pas encore le cas dans l'administration qui, elle aussi, devra faire sa révolution culturelle managériale.

Tout cela devrait se traduire par une meilleure satisfaction des fonctionnaires et des usagers et faire l'objet d'un vaste programme mentionné en clair sur les feuilles de route des ministres de 2017.

Version intégrale sur www.clubdesvigilants.com

Bernard Biedermann

La France vote-t-elle enfin pour le réalisme ?



La première place surprise de **François Fillon** à la primaire de la droite et du centre traduit une évolution essentielle de l'électorat. Le "parler vrai", comme disait Rocard, est ce qui plaît le plus à la majorité des

électeurs. Le programme économique, « *d'une grande brutalité sociale* » selon Alain Juppé, annoncé sans détour aux Français par Fillon, assoit sa crédibilité et rallie les suffrages.

Un autre candidat annoncé parle "vrai", c'est **Emmanuel Macron**. « *Il faut remettre à plat le statut d'emploi à vie des fonctionnaires, il ne faut pas protéger les emplois, mais les individus* » : des phrases douloureuses mais réalistes. **Comme Schröder en Allemagne**, qui a lancé les réformes douloureuses mais salutaires (l'insolente réussite allemande depuis ces réformes le prouve), deux candidats français au moins semblent choisir le réalisme.

Le match de la présidentielle sera-t-il, enfin, un concours de réalisme et de courage politique, indépendamment des idées défendues ?

Philippe Tixier

Le grand parti caché des réformistes



La CFDT pourrait devenir le premier syndicat de France à l'issue des élections professionnelles qui se terminent au moment où nous « bouclons » *Vigilances*. Certes la participation est faible (10%). Mais le symbole serait fort. Contre la CGT, FO, Sud, etc. la CFDT ose, depuis des années,

entrer en négociation sur les réformes incontournables pour la France, qu'il s'agisse des retraites ou du code du travail. Laurent Berger, l'actuel secrétaire général (photo) n'est pas moins réformiste que son prédécesseur François Chérèque, décédé le 2 janvier. **Moins bruyant que d'autres, doutant probablement de sa force, un grand parti caché des réformistes se révèle à lui-même à l'occasion de ces élections professionnelles.** Il doit se faire entendre dans la campagne présidentielle.

Jean-Claude Hazera

Jean-Paul Bailly : réformer c'est possible !



Jean-Paul Bailly,
Ancien Président de la RATP et de La Poste
Auteur de "Réformez ! Par le dialogue et la confiance"

Pour parvenir à réformer, deux maîtres-mots pour Jean-Paul Bailly, invité du Club le 10 janvier dernier : le dialogue ET la confiance. Et, aussi, le soin accordé à la prise en compte du « temps ». "La légitimité se construit avec le temps" : « cela n'a aucun sens de prendre des décisions à l'avance »

comme le font, sous la contrainte médiatique, la plupart des candidats à une élection en édictant un catalogue de mesures en guise de programme. « Cela amène d'abord la polémique et, ensuite cela détruit complètement la confiance quand on se rend compte que la plupart sont inapplicables ».

Ceci donne le ton de la Matinale. Après nous avoir fait partager son expérience de réformateur dans deux grandes entreprises qu'il a dirigées pendant près de 20 ans (la RATP et la Poste), et décrites dans son dernier livre "Réformez ! Par le dialogue et la confiance" (éditions Descartes), les échanges ont naturellement amené les participants à penser, en cette période riche d'incertitudes - et d'espoirs -, que si les « politiques » s'inspiraient des méthodes prônés par ce dirigeant, l'avenir de notre pays s'éclaircirait peut-être...

Le temps, un facteur clef, un allié si on sait l'utiliser

Jean-Paul Bailly insiste longuement sur l'importance à accorder au temps.

La **vitesse** tout d'abord : il faut savoir quand il faut aller vite et quand il faut aller lentement. Pour lui, **c'est dans l'exécution que la rapidité est essentielle. C'est avant qu'on peut (doit ?) prendre du temps.**

La **chronologie** ensuite : il se dit être frappé par le fait que, trop souvent, « on n'accorde pas assez d'importance à l'ordre dans lequel on fait les choses ».

Puis le **rythme**. C'est pour lui ce qui est le plus difficile, car il est souvent imposé par l'extérieur. Or le rythme doit être « supporté » (par ceux dont on a besoin pour mettre en œuvre les réformes).

L'anticipation enfin est un facteur clef : il ne s'agit pas de se retrouver au pied du mur. De ce point de vue, la manière dont a été anticipée la mise en place de la ligne 14 du métro parisien, trois ans avant sa mise en service effective, est un bon exemple. Il en parle d'ailleurs longuement dans son livre

Le temps pour expliquer, donner le sens, le « pourquoi » et lancer le mouvement collectif.

Contrairement à ce que beaucoup d'esprits chagrins pensent, « ce n'est pas vrai que les gens n'aiment pas le changement ! Ils n'aiment pas le changement qu'ils ne comprennent pas » nous explique Jean-Paul Bailly. D'où la nécessité de prendre le temps de faire un diagnostic, d'élaborer une ambition, et... d'expliquer, faire partager. Car, insiste-t-il, « tout ce qui ne se régénère pas dégénère »... Et de s'opposer fermement à ceux qui prétendent

qu'il est important de « *changer en restant soi-même* ». Pour lui, l'important dans un monde qui change, c'est de « *changer POUR rester soi-même* » ! Sous peine, pour les organisations, de disparaître.

Pour cela, « *donner le sens est essentiel* ». Cela oriente la décision, « *permet d'aligner les énergies* », de « *garder le cap* ».

Et le sens est co-construit avec les parties prenantes. Le « plan » résulte d'un travail collectif. Il est important que « *chacun se sente porteur d'un projet* ». Pour lui, c'est la mise en mouvement qu'il faut soigner, car c'est là qu'on doit dépenser le plus d'énergie. A l'instar d'une fusée, qui dépense plus d'énergie au sol et qui, une fois lancée, s'inscrit dans un mouvement où l'on « *dépense de moins en moins d'énergie pour aller de plus en plus vite* ».

Pour cela, « **Sens, soutien, suivi** » (les « 3S » comme il les nomme) sont les conditions de la réussite. Responsabilisation et décentralisation sont essentielles lors de la mise en œuvre. C'est ce qui crée les conditions du succès. Il ne s'agit pas seulement de mettre de l'organisation, « *mais de la vie !* ». Car une entreprise, une organisation, ne fonctionne pas de manière mécaniste, mais biologique.

Dialogue et confiance, deux postures qui s'entretiennent

C'est clair : le dialogue, l'échange, sont des ingrédients qui contribuent à créer de la confiance. Et « *plus la confiance est là, plus le dialogue est authentique et efficace. Le dialogue améliore la qualité de la confiance* » et, rajoute-t-il, « *le dialogue n'a de sens qu'avec la fermeté* ». « *La fermeté sans dialogue, c'est de la provocation* » et... cela ne fonctionne pas.

Quand les participants l'interrogent sur les « politiques », Jean-Paul Bailly insiste sur le fait que « **les candidats devraient être plus attentifs aux enjeux de la confiance... et pas seulement à ceux de la popularité** ». Il est d'accord avec un intervenant qui lui demande s'il n'y a pas une responsabilité des élites dans le climat de défiance que nous connaissons en France aujourd'hui à l'égard du politique. Et notamment à propos des rémunérations de certains dirigeants : « *certaines ne mesurent pas leurs effets négatifs sur la cohésion sociale* ».

Il ré-insiste sur l'importance de « l'écoute » dans le dialogue tout en nous donnant une **petite leçon de négociation** : selon lui, l'essentiel, c'est d'écouter, pas de vouloir imposer un point de vue. Dans ce sens, une pratique courante qui consiste à partir en négociation en ayant imaginé des « scénarios » lui semble constituer une erreur : on guette la survenance de ce qui a été envisagé à l'avance et « *cela bloque la capacité d'écoute* ».



Vous pouvez retrouver l'intégrale de la matinale en vidéo [en cliquant ici](#)

Anne Beaufumé

Une proposition : des syndicats Pôle Emploi

Parmi les nombreuses réformes favorisant le retour à l'emploi, on pourrait lancer l'idée que les syndicats exercent des fonctions de placement sur le marché du travail.

Les syndicats qui le souhaiteraient développeraient au sein de leurs organisations des services de placement comme le font Pôle Emploi ou des sociétés privées et seraient rémunérés en conséquence. Leur bonne connaissance, des entreprises dans lesquelles ils sont présents, de la spécificité de la branche d'activité, de la situation des métiers sur le marché concerné leur permettrait de développer ce type d'activité.



Cette nouvelle activité allégerait les charges actuelles de Pôle Emploi, qui connaît de grandes difficultés à atteindre ses objectifs, autant sur la quantité des dossiers à suivre que sur les compétences nécessaires pour mettre en relation offreurs et demandeurs. En 2014, 2.4 millions d'offres d'emploi ont été satisfaites grâce à Pôle Emploi (chiffres Pôle Emploi). Compte tenu du nombre de collaborateurs (54 000), il y a donc eu seulement 45 salariés placés par collaborateur de Pôle Emploi.

Les syndicats disposent de bonnes informations relatives aux profils catégoriels recherchés par l'entreprise. En plaçant des salariés, ils gagneraient sans doute des recrutements (10% seulement des salariés français sont syndiqués). Ils seraient mieux placés que des sociétés privées comme *Le bon coin*, dont le domaine est avant tout le matching numérique entre l'offre et la demande.

Du point de vue du code du travail, rien ne semble s'opposer à ce que des organisations syndicales exercent cette nouvelle activité d'ordre économique. Les syndicats gèrent bien des organismes fondamentaux pour la vie des salariés : Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse d'allocations familiales et d'indemnisation des chômeurs et de retraite.

En jouant le rôle d'un Pôle Emploi, les syndicats s'impliqueraient de manière plus responsable dans un syndicalisme constructif.

Bernard Biedermann

Commentaire J-C Hazera : L'intérêt principal serait effectivement de développer un syndicalisme de service aux salariés propice à l'augmentation de la syndicalisation. Le principal danger à éviter serait de reconstituer des monopoles d'embauche (syndicat du livre, syndicats de dockers)

Avançons sur la Gestation Pour Autrui



Au cours de l'été, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a, de nouveau, condamné la France pour son refus de retranscrire à l'Etat civil les actes de naissance d'enfants nés, à l'étranger, de mères porteuses ; elle lui reproche une atteinte disproportionnée à la vie privée des enfants, sans pour autant contester son droit de prohiber la GPA. En juin 2015, après deux arrêts de la CEDH

sur le même sujet, la cour de cassation avait pourtant bouleversé sa jurisprudence. Deux couples avaient alors obtenu la transcription des actes de l'Etat civil du pays de naissance mentionnant le père ayant fait déclaration et la femme ayant accouché. Cette évolution constitue un progrès pour des parents qui, jusque-là, étaient poursuivis pour fraude à l'adoption ; elle est soutenue par presque deux tiers des Français (64%) selon un récent sondage de l'IFOP.

La décision de 2015 a laissé ouvert un point majeur : elle ne dit rien sur la maternité d'intention, la filiation maternelle restant, en droit français, acquise par le seul accouchement. De ce fait elle perpétue un déséquilibre important : pour le père filiation par une simple déclaration, pour la mère refus de la filiation par intention.

La maternité de substitution est interdite en France depuis la loi bioéthique de 1994. Le verrouillage théorique et intellectuel est solide : pas de droit à l'enfant, indisponibilité et non-marchandisation du corps humain. Certaines pratiques commerciales sont, à juste titre, brandies comme un repoussoir, notamment en ce qu'elles favorisent l'exploitation de femmes en difficulté financière. Les révisions successives, chargées de faire évoluer la loi sur la base de l'expérience, ont maintenu l'ensemble des interdictions, sans débat réel. Récemment un projet de loi a été rejeté, il prévoyait de réprimer la seule présentation sous un jour favorable de la GPA.

Pourtant la gestation pour autrui existe, c'est toute la difficulté. La loi française ne suffit pas à l'arrêter : le désir d'enfant est plus fort que la loi positive ; cette même loi positive permet d'autres pratiques dans des démocraties dont l'environnement social, culturel et politique n'est pas très éloigné du nôtre. C'est le cas en Grande-Bretagne où l'on accepte une indemnité qui écarte la possibilité de profit. En France la société change mais les institutions calent ; elles laissent, hypocritement, les individus se débrouiller à l'étranger.

Dans les questions éthiques, la théorie est confrontée aux situations réelles, aux choix des vrais gens. Répondre à ces évolutions nécessite de bâtir des compromis et d'entrer dans une logique d'évolutions progressives. Faute

d'avancer la France est contrainte par une cour européenne. Les ministres suivent. Ils espèrent qu'une communication habile les sauvera : les uns clament que la GPA reste interdite en France, les autres qu'il faut inscrire les enfants nés à l'étranger, sans plus de précision. **Sur une autre question d'éthique médicale, la fin de vie, un pas important vient d'être franchi à la quasi-unanimité des députés** : toute personne atteinte d'une affection incurable et réfractaire aux traitements peut recevoir une sédation profonde qui altère sa conscience et la souffrance en attendant que la maladie provoque le décès. C'est la preuve que le système institutionnel français (législateur, comités d'éthique, parties prenantes) sait trouver un équilibre autour de pratiques parfois largement répandues.



La science ne s'arrêtera pas, la volonté des citoyens non plus. La première offrira de nouvelles pratiques de procréation et autant de sujets d'affrontement. L'abstentionnisme des politiques n'est plus possible. Le pouvoir politique est la force motrice des débats éthiques. A lui la responsabilité d'organiser un débat pluriel, inclusif de la parole des citoyens, et de donner l'onction de la représentation nationale. Les candidats de 2017 doivent montrer la voie avec une proposition forte pour dire leur volonté que la société française progresse et reste maîtresse et fière de ses choix.

Ils pourraient, par exemple, s'engager à faire aboutir un débat pour décider les conditions nécessaires pour que l'état civil des enfants nés de GPA à l'étranger comprenne le nom du père biologique et de la mère d'intention et englobe ainsi l'ensemble du projet parental. Ce serait la démonstration du courage politique et l'affirmation que l'intelligence des situations humaines reste au cœur du projet de la société française.

Philippe Bois

Commentaire de Xavier Grosclaude : il y a une approche économique et une approche éthique. Le politique a opté en France pour l'approche éthique, est-ce déraisonnable ? L'approche économique fait de l'enfant un bien marchand comme un autre soumis au droit de propriété pour l'acheteur après accord sur le prix. L'approche éthique repose, quant à elle, sur l'inexistence d'un « droit à l'enfant » et le respect du corps des femmes. Si le politique pénalise les clients de la prostitution sexuelle au nom du respect des femmes, l'autorisation de la prostitution procréative est-elle logiquement soutenable ?

Commentaire d'Eric W. : penser que l'éthique c'est d'interdire et que l'alternative c'est la voie économique, sous-entendez le diable, est une approche totalement caricaturale. En France, l'éthique est un pur prétexte pour imposer une vision paternaliste de la famille. D'ailleurs le principe premier de l'éthique n'est-il pas l'autonomie de la personne ? Un principe que l'on dénie aux femmes pour porter l'enfant d'autrui. Les pratiques aux USA, en Angleterre ou au Canada par exemple relèvent du respect de l'éthique et des libertés individuelles. Il serait utile de les analyser avant de se figer dans de grandes déclarations qui ne reposent sur rien.

Le monde avec Trump

Un danger pour la démocratie ?



Le président qui prend ses fonctions à la tête des Etats-Unis le 20 janvier est-il un danger pour la démocratie ?

Le populisme est une vieille invention américaine. C'est même l'Amérique rurale et celle des petites villes qui a inventé ce terme vers 1890. En réaction aux élites de Washington et de Wall-Street déjà. Dans les années trente, des populistes comme Huey

Long et Father Coughlin rassemblaient des auditoires de dizaines de millions d'Américains. Franklin Roosevelt avait su leur faire barrage.

Des phases protectionnistes et isolationnistes, les Etats-Unis en ont connu plus d'une et de spectaculaires. Mille économistes avaient signé une pétition contre le catastrophique tarif douanier Hawley-Smoot de 1930. L'isolationnisme de l'opinion américaine était tel dans l'entre-deux-guerres qu'il fallut l'attaque japonaise sur Pearl Harbor et toute la force de conviction de Roosevelt pour faire entrer le pays dans la guerre en décembre 1941.

Malgré ces poussées de repli sur soi, les Etats-Unis sont toujours restés une démocratie. C'est le message le plus rassurant de l'histoire. Trump va avoir tous les pouvoirs. Que va-t-il faire s'il échoue à doubler la croissance et rendre l'Amérique plus grande qu'elle n'est ? Heureusement, la profondeur des convictions démocratiques – des croyances démocratiques est-on tenté d'écrire – est telle aux Etats-Unis – et sans doute chez Trump lui-même – que l'élection d'un populiste est moins inquiétante là-bas qu'ailleurs.

Marc Ullmann, journaliste, essayiste, fondateur du Club des Vigilants, était un passionné des Etats-Unis. Il a écrit ceci : « *Depuis la guerre de Sécession, aucun groupe n'est parvenu à mettre durablement en péril le règne de la Loi. Nul n'imagine qu'il en ira autrement à l'avenir... L'histoire des Etats-Unis n'est pas l'histoire d'un peuple, mais d'une constitution. L'acceptation d'une loi commune a fondu et continue de fondre en une seule nation des populations différentes.* » Pourvu qu'il ait raison.

NB : depuis que j'ai écrit cela, j'ai lu quelques articles expliquant que **les institutions ne suffiront pas à faire barrage si ce personnage imprévisible cherchait à s'affranchir des règles de la démocratie.** Je ne peux donc que me répéter : pourvu que Marc ait raison.

Jean-Claude Hazera

L'Europe est-elle en ordre de bataille ?



L'arrivée au pouvoir de Donald Trump, dans un contexte général d'affaiblissement du leadership américain (le récent accord sur la Syrie dont les USA sont les grands absents l'atteste), met l'Union Européenne devant ses responsabilités. Donald Trump a estimé que l'OTAN était une organisation « obsolète » (on ne peut pas lui donner entièrement tort) et s'est plaint que ses alliés ne contribuaient pas suffisamment à son financement.

Devons-nous nous attendre à ce que les USA ne se sentent plus engagés, comme par le passé, à faire face à la menace (bien réelle) de la Russie ? Celle-là ne cache pas son appétit pour reprendre pied dans les pays baltes, par exemple. L'historienne spécialiste de la Russie, Françoise Thom, nous avait alertés, voici 18 mois, lors d'une Matinale sur les desseins de cet « état-garnison rassemblé autour de son chef », face à « une Europe minée de l'intérieur, démoralisée, divisée, affaiblie par la crise, handicapée par la relative médiocrité de sa classe politique, inconsciente même du danger dans lequel elle se trouve. » Le spectre d'une guerre sur notre continent, qui nous paraissait hautement improbable, voire impossible, refait surface avec insistance.

L'imprévisibilité de Donald Trump, la tendance (me semble-t-il lourde) au remplacement d'un monde dominé par les USA par un monde davantage multipolaire, doivent pousser l'UE à prendre davantage en main sa défense. Aujourd'hui, elle se présente en ordre totalement dispersé, même si, ici et là, des voix s'élèvent pour y remédier (citons par exemple la demande des députés européens de la Commission des affaires étrangères de commencer à mieux faire travailler ensemble nos forces armées - montrant en creux qu'elles ne le font pas aujourd'hui ! - ou la proposition de Thierry Breton de mutualiser les dépenses militaires à travers un fonds européen).

La France est le seul membre à disposer d'une force de dissuasion digne de ce nom. Elle en assume d'ailleurs (très difficilement) seule le coût. La PSDC (Politique de Sécurité et de Défense Commune) a bien comme « objectif à terme » (mais quel terme ?) une défense commune. Mais ses moyens sont limités et, tout au plus, est-elle capable de conduire des opérations en République centrafricaine ou en Somalie. Pas à faire face à une agression sur son territoire.

La menace que font peser une Amérique tentée de se replier sur elle-même et une Russie tentée par la conquête doit mettre notre défense commune au premier rang de nos priorités. Pendant que nous nous disputons sur l'accueil des migrants, nous pourrions avoir à faire face à une « invasion » bien plus mortelle. Il est plus que temps que l'Union se mette, au sens propre, en ordre de bataille. **Le Club des Vigilants restera attentif à ce thème en 2017.**

Bernard Bougel

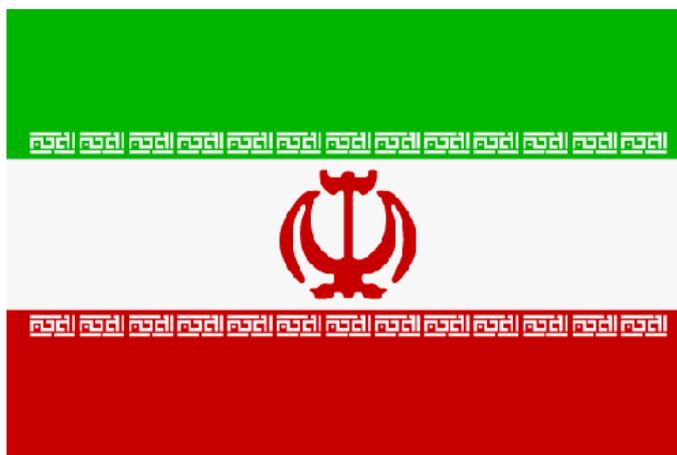
L'avenir de l'accord avec l'Iran

Sur l'accord nucléaire avec l'Iran, dit « JCPOA » (Joint Comprehensive Plan of Action) ou encore « Accord de Vienne », Donald Trump a dit à peu près tout et son contraire. Il l'a présenté comme « *le pire accord* » jamais signé par les États-Unis. Après avoir promis de « *le déchirer* » dès son arrivée à la Maison Blanche, il a semblé s'orienter vers l'idée d'une application sans concession, et aussi d'une renégociation. Mais il est improbable que les Iraniens se laissent entraîner dans une direction dont ils ne peuvent rien attendre de bon.

De fait, même si Trump, confronté au principe de réalité, hésite à sortir de l'accord, il pourra y être poussé par les éléments les plus radicaux de son entourage, et aussi par un Congrès qui reste viscéralement hostile à l'Iran. Et le pas peut être aisément franchi de plusieurs façons. (.....)

Certes, l'Accord de Vienne a été, quelques jours après la conclusion de la négociation, approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui a instamment appelé à « son application intégrale ». Mais, en vérité, ces formules n'ont pas de caractère obligatoire au sens des dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Elles ne lient donc pas juridiquement les États-Unis.

Mais si les États-Unis sortaient de l'accord, celui-ci ne serait pas mort pour autant. Il resterait encore comme partenaires de l'Iran, s'ils le veulent bien, les Européens, la Russie et la Chine. Le seul retrait américain replacerait donc l'Iran à peu près dans la situation où il se trouvait au début des années 2000, quand il avait des relations économiques proches de la normale avec tout le monde, sauf les États-Unis : situation très supportable par rapport à la période d'embargo presque total qui a suivi.



Dans une telle situation, en sachant que Chine et Russie seront de toute façon en faveur du maintien en vie du JCPOA, il faudra que l'Europe, et aussi l'Iran, fassent les bons choix. **L'Europe en particulier se trouverait en position cruciale pour peser tant sur l'Iran que sur les États-Unis.**

Côté Iran, elle devrait persuader Téhéran de continuer à jouer le jeu à l'égard des cinq autres parties demeurant dans l'accord, et donc de continuer à se soumettre aux mêmes contrôles internationaux, aux mêmes limitations de ses activités nucléaires. (...) Pour convaincre, les Européens devront démontrer à Téhéran qu'ils sauront résister à Washington lorsqu'il s'agira de permettre à l'Iran de continuer sans trop d'encombres à vendre son pétrole, à attirer les investissements étrangers, à développer son économie.

Les partisans du Président modéré Hassan Rohani devraient être assez aisément d'accord, mais les conservateurs doctrinaires, fermement installés au cœur du régime, suivront-ils ? Ils n'ont jamais dissimulé leur hostilité au JCPOA. Le retrait de l'Iran à la suite des États-Unis leur permettrait de mettre en difficulté le gouvernement actuel, et de resserrer leur emprise sur la société et sur l'économie. Si tout ceci se passait avant mai prochain, ils mettraient en péril la réélection du Président Rohani pour un second mandat. La tâche des Européens pourrait donc être rude. (...)

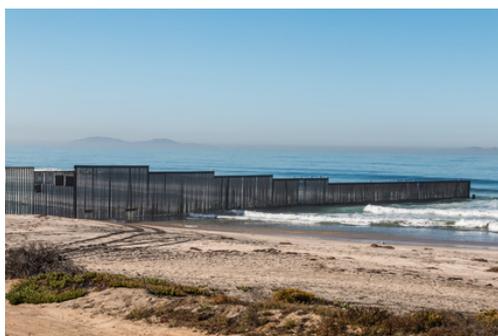
À cet égard, **la position des trois Européens parties à l'accord sera évidemment déterminante. L'Allemagne** est un important partenaire de l'Iran en matière de commerce et d'investissement, et un interlocuteur de longue date de Téhéran sur les questions du Moyen-Orient. Elle s'efforcera de tenir bon, mais en essayant, comme à son habitude, de ne pas se mettre trop en avant. Quant à la **Grande-Bretagne**, la survie de l'Accord de Vienne est manifestement dans son intérêt, l'Iran étant en particulier un client potentiel important des services financiers et d'assurance offerts par la City. Mais alors qu'elle va commencer à se détacher de l'Union européenne, prendra-t-elle le risque de se distancer de l'Administration américaine ?

La **France** pourrait alors se trouver poussée sur le devant de la scène. Le Président de la République, le Ministre des Affaires étrangères, ont tout récemment dit avec force leur soutien à l'Accord de Vienne. Le temps est donc loin où la France laissait filtrer son scepticisme sur les chances de parvenir à un bon accord. Mais là encore, il va falloir tenir dans la durée, au-delà des échéances électorales qui s'approchent. Il faudra, si nécessaire, être prêt à assumer le mauvais rôle de l'allié récalcitrant, que la France a déjà vécu au moment de la montée de la crise irakienne, mais en essayant, cette fois-ci, d'éviter une fracture entre Européens. **Tous ceux qui se projettent dans la gestion de la politique étrangère du prochain mandat présidentiel devraient se préparer à aborder cette affaire dans leurs tout premiers dossiers.**

(Texte intégral sur www.clubdesvigilants.com)

François Nicoullaud

Construira-t-il le mur contre les Mexicains ?



© sherryvsmith - Fotolia.com

#125231772

Jean-Pierre Nessi met en évidence tous les risques que fait courir aux relations avec le Mexique cette promesse de campagne de Trump. Il nous rappelle que les sujets de contentieux ne manquent pas : le Mexique ne reçoit presque plus les eaux du fleuve Colorado. Il espère enfin que l'effet « relance » de cet « investissement » de 9 milliards de dollars ne sera pas une motivation pour aller de l'avant. **Texte intégral sur www.clubdesvigilants.com**

En cas de blocus chinois sur Taïwan ...

Apparemment, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Tsai Ing-wen, la « douce » présidente nouvellement élue de Taïwan, a appelé Donald Trump au téléphone et il a répondu. Elle l'a félicité et il l'a remerciée. Pourtant la Chine a émis une « protestation solennelle » et, de son côté, Barack Obama s'est senti obligé de rappeler que « *la politique constante des administrations américaines démocrates et républicaines était celle de la Chine unique* ». Politique initiée par le président Nixon, en 1972, qui a conduit à la reconnaissance de la Chine populaire en 1979 et à la **rupture des relations diplomatiques avec Taïwan**. Depuis, pour ne pas irriter la Chine, la totalité des présidents américains se refusent à tout contact direct avec leurs homologues taïwanais.



Donald Trump semble vouloir remettre cette politique en cause. Il ne s'est pas privé de dénoncer l'hypocrisie qui consiste à lui reprocher d'avoir décroché son téléphone alors que son pays vend énormément d'armes à Taïwan. Effectivement, **en quatre paquets, depuis 2008, Taïwan aura reçu pour plus de vingt milliards de dollars d'équipements militaires**. A chaque vente, les Chinois protestent. Cela ne les empêche pas de continuer à recevoir les présidents américains et à développer les échanges avec les Etats-Unis!

Il y a lieu de s'inquiéter car le « Taïwan Relations Act » qui, depuis 1979, permet aux Etats-Unis de vendre des armes à Taïwan **les engage aussi à résister à « tout type de coercition, y compris sous la forme d'embargo ou de blocus » s'exerçant contre le régime taïwanais**. La supériorité militaire de la 7e flotte américaine en mer de Chine était telle, au moment de la signature de l'Act, que cet engagement était facile à prendre. Aujourd'hui, cette suprématie américaine n'est plus. La puissance militaire globale des Etats-Unis est certes très supérieure à celle de la Chine, le territoire américain ne risque rien ; mais, **en mer de Chine, la marine américaine ne peut plus imposer tranquillement sa loi**. En effet, les efforts militaires chinois récents ont porté, en priorité, sur les missiles sol-mer (y compris à pénétration balistique) et les porte-avions américains sont devenus vulnérables.

Dans ces conditions, si les Chinois décidaient le blocus de Taïwan pour faire plier son gouvernement et ramener l'île dans le giron de la Chine unique, le président américain serait soumis à un choix redoutable. Ferait-t-il tirer sur les navires de guerre chinois empêchant les navires de commerce de s'approcher des ports taïwanais ? Le ferait-t-il malgré la déclaration probable du président chinois précisant que toute action militaire en mer de Chine se traduirait par une riposte fulgurante contre les bâtiments de guerre américains ? L'équilibre de la terreur nucléaire étant ce qu'il est, le président américain ne pourrait pas menacer d'utiliser ce type d'armement. Alors que ferait-t-il ? Je ne sais. Un pronostic toutefois : bientôt la mer de Chine sera... chinoise. Entièrement.

Etienne Copel

Climat : le monde plus fort que Trump ?

Claude Henry, invité de la Matinale du Club le 8 novembre, est précis : « nous pouvons encore émettre 700 Md de tonnes de CO² dans l'atmosphère. Au-delà, la hausse de la température sera, irréversiblement, supérieure à 2° et dévastatrice. » **La plus grande partie des réserves (3000 Md de tonnes) doivent donc rester là où elles sont.** Au rythme actuel des émissions, c'est une vingtaine d'années



qui nous restent... Quelques gouvernements sont convaincus, beaucoup sont timorés, certains comme le nouveau gouvernement américain franchement climato-sceptiques. **Physicien devenu économiste, Claude Henry, actuellement professeur à Columbia et Président du conseil scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Sciences Po), préfère ne pas se lamenter et mettre l'accent sur les puissants moteurs de changement à l'œuvre.**

Cette force d'entraînement, il la compare à la période d'incubation des années 1780 décrite par Alexis de Tocqueville dans le livre III de l'Ancien régime et la révolution : un foisonnement d'initiatives. L'accord de Paris paraît sans réel pouvoir à certains. Il sera un cadre de référence qui confortera les acteurs de la transition écologique et légitimera leur action.

Le fonds de l'université de Stanford fut le premier à décider de décarboner ses investissements, une goutte d'eau de 20 Md de dollars. L'idée s'est propagée, de grands investisseurs et des fonds souverains l'ont adoptée. **Aujourd'hui 3 à 4000 milliards sont investis dans des fonds « carbon free ».** Les investisseurs ont des motivations différentes mais ils convergent : certains craignent pour leur réputation, d'autres sont convaincus, beaucoup font leur métier et décident en fonction des rendements... **Le climat n'est plus l'ennemi de la finance et réciproquement...**

Toujours aux Etats-Unis une coalition, emmenée par le célèbre activiste Bill Mc Kibben, a obtenu du président Obama l'arrêt du projet d'oléoduc Keystone XL qui devait descendre les schistes bitumeux canadiens vers le golfe du Mexique. En Australie, c'est une coalition de militants, de banques de financement et d'autorités publiques du Queensland, aidée par les médias, qui est en passe de faire capoter un projet de mine géante de charbon soutenu par le gouvernement fédéral... Au Pakistan, au Texas, aux Pays-Bas, c'est au tribunal que ça se passe : des Etats sont poursuivis par des citoyens pour non-protection de personnes en danger de changement climatique...

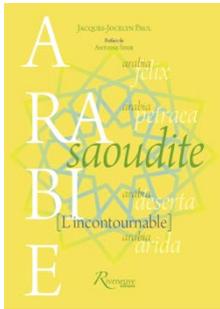


Claude Henry nous livre une fantastique leçon d'optimisme. Marc Ullmann, le fondateur du club aimait à citer Pasteur : « il faut se dépêcher d'être utile » disait-il ; il faut se dépêcher de montrer l'exemple pourrait-on ajouter.

Pour voir la vidéo [cliquez ici](#).

Philippe Bois

L'Arabie Saoudite tiendra-t-elle ?



Très intéressante Matinale du Club des Vigilants, le 2 décembre, autour de Jacques-Jocelyn Paul (pseudonyme sous lequel le responsable d'un groupe français en Arabie Saoudite publie « Arabie Saoudite - l'incontournable »). J'en retire le sentiment que ce pays – **longtemps fondamental pour les Etats-Unis** – repose sur trois fondations solides... jusqu'à ce qu'elles craquent : sa société traditionnelle, la manne pétrolière et la religion.

- **La structure sociale est soumise à des tensions mais reste forte.** Certes, les jeunes saoudiens s'ennuient, dans une société bloquée où le sous-emploi est très présent. Mais la contrainte sociale (avec des ilotiers et des voisins qui surveillent tout) et la **contrainte patriarcale** et tribale demeurent : même formé à l'étranger, un jeune, à son retour, rentre dans le rang, **se marie dans sa tribu pour profiter de sa protection** (la « **sécurité sociale saoudienne**,) ; il va dans 80% des cas travailler dans un emploi public (les emplois privés sont tenus par 10 millions d'expatriés sur 30 millions d'habitants). **Les femmes enregistrent des progrès** (une carte d'identité quand elles n'avaient que la photocopie de celle de leur mari il y a encore 10 ans !) mais restent dans une situation pire qu'en Europe en 1900. Elles continuent d'avoir besoin d'un tuteur pour chaque démarche.

- **La contrainte financière mord désormais vraiment. La guerre du Yemen coûte très cher, c'est le Vietnam de l'Arabie Saoudite.** Guerre plus tribale que religieuse, engagée sans raison évidente, face à des ennemis qui ont tout leur temps, l'Arabie Saoudite ne sait pas la terminer. Les arrêts de chantier et les emprunts ne suffisent plus à compenser l'effondrement du prix du pétrole : une baisse de 20% (ou plus : toutes les primes sont supprimées) des salaires publics vient d'être appliquée. Pas une ride à la surface de l'eau pour l'instant, mais la manne partagée est essentielle pour la stabilité des Saoud qui sont des « courtiers en pouvoir » entre les différentes tribus. La manne pétrolière risque de ne jamais revenir à ses niveaux précédents

- **La religion est de moins en moins un élément de stabilité.** Elle a été le soutien majeur des Saoud et devient leur principal problème. Les chiites (vus comme pires que les athées, eux-mêmes pires que les juifs) sont dominants dans les provinces pétrolières. Les intégristes « modernes » (si l'on peut utiliser ce concept) Frères Musulmans, Daech ou Al-Qaïda, défendent une théocratie que récusent complètement les Saoud. Comme ils ne descendent pas de la tribu du prophète, leur légitimité – en tant notamment que gardiens des lieux saints – provient du pacte passé au XVIIIème siècle avec le fondateur du wahhabisme qui leur reconnaît ce pouvoir de fait. C'est un régime de relative séparation du religieux et de l'Etat. Le régime ne laisse les religieux décider « que » sur la justice et sur l'éducation)... Ce refus farouche de la théocratie rend peu vraisemblable que les Saoud aient aidé Daech ou Al-Qaïda. Mais de riches saoudiens, sûrement.



Vidéo de la matinale [ici](#)

Jérôme Cazes

Alep. Avant. Après

Notre assourdissant silence sur Alep



Pendant des semaines les media nous ont répété qu'à Alep, en Syrie, l'aviation russe et l'armée de Bachar el Assad écrasaient sous les bombes civils et combattants sans aucune distinction. Ce massacre nous a laissés sans voix, ainsi, semble-t-il, que la plupart des peuples européens. Ce silence pose question.

Il pose question sur nous-mêmes. Il pose également question sur le fonctionnement de nos démocraties. Plus aucun des relais traditionnels (intellectuels, partis, syndicats) ne s'exprime de manière audible sur ce genre de sujets. Et « la société des gens » n'a pas encore inventé de nouveaux relais... **Le fait que des organisations humanitaires comme MSF soient, de plus en plus souvent, amenées à s'exprimer politiquement, au-delà de leur rôle premier d'ONG qui soigne, est significatif. Il y a un vide à combler...**

On peut évidemment balayer les questions que je pose ici au nom du réalisme. Nous saurions bien que toute notre indignation ne peut rien contre le réalisme cynique d'Assad et Poutine réunis. Et ce réalisme expliquerait notre silence. **Pourtant notre société ne cesse de rendre hommage, à coup de « marches blanches », à des victimes que rien ne ressuscitera. ...**

À quoi bon s'inquiéter? En plus de l'aspect simplement moral de la question, je pense que cette difficulté à s'indigner collectivement sur Alep ou sur le sort des migrants, qui se noient par milliers en Méditerranée, n'est pas sans rapport avec le terrorisme. Elle n'explique évidemment pas le parcours de tous les terroristes ni le délire meurtrier de ceux qui les poussent au meurtre. Mais elle nourrit sourdement la rupture d'une partie de notre jeunesse avec la société que nous lui proposons. Qu'est ce que cette société qui non seulement ne manifeste pas son indignation, mais ne propose aucun cadre à ces jeunes pour l'exprimer ? L'alternative c'est la radicalité pure et parfois le terrorisme. Nos silences collectifs peuvent expliquer, au moins en partie, ces mystérieuses conversions de jeunes « sans problème » qui, un beau jour, partent en Syrie pour de prétendues missions humanitaires.

Additif : Depuis ce texte, publié fin octobre sur le site du club, j'ai entendu une grande voix européenne dire quelque chose qui donne l'impression d'être moins seul. Angela Merkel, le 6 décembre, au congrès de son parti a parlé de sa « honte » concernant Alep et a critiqué la société civile en Allemagne qui ne se mobilise pas face aux souffrances de la population syrienne et préfère descendre dans la rue pour dénoncer un projet d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

Jean-Claude Hazera

L'Iran en Syrie après la prise d'Alep



La République islamique d'Iran savoure en ce moment l'accomplissement de « la promesse divine » qu'est la victoire d'Alep. En son sein, les Pasdaran, ou Gardiens de la Révolution, ont beaucoup donné d'eux-mêmes depuis cinq ans, soutenant à bout de bras la vacillante armée de Bachar El Assad, ...

L'Iran, au cas où il aurait parfois douté, se trouve conforté dans ses objectifs et ses analyses : **pas question, bien entendu, de laisser s'installer en Syrie des sortes de néo-Talibans, qui ne manqueraient pas, une fois aux commandes, d'écraser toutes les minorités du pays, puis de revendiquer le Liban, d'aller**

aussi déstabiliser l'Irak voisin pour y détruire les sanctuaires les plus sacrés du chiisme, et d'arriver enfin aux portes de l'Iran ; tout ceci avec le soutien plus ou moins avoué, mais en tous cas massif, de l'Arabie saoudite, obsédée par la menace perse et chiite.

Les Iraniens ne se font pourtant pas d'illusions sur la personnalité de Bachar. Ils l'ont critiqué à mots à peine couverts pour la brutalité de sa réaction en 2011, lorsque le soulèvement populaire était encore pacifique. Ils lui ont au moins une fois proposé, en vain, de l'installer ailleurs. Mais comme leurs dirigeants le disent régulièrement à leurs interlocuteurs occidentaux : **s'il part demain, qui mettez-vous à sa place ?** Et devant le silence qui leur répond, ils poursuivent : si vous vous en remettez alors au résultat d'un processus de transition, pourquoi l'en éliminer d'emblée ? **S'il est aussi haï que vous le dites, notamment chez les sunnites arabes, qui forment plus de 60% de la population syrienne, pourquoi refuser de le laisser concourir dans une élection générale organisée par les Nations-Unies et surveillée par la communauté internationale ?**

Affichant son bon droit, et la conviction d'être le plus constant et le plus déterminé dans la lutte contre le terrorisme, le régime iranien sait en même temps que sa victoire est fragile. D'abord parce qu'il faut la partager avec plus fort que lui : la Russie. Certes, celle-ci était indispensable. A l'été 2015, le Général Soleimani, responsable des opérations des Pasdaran en Syrie et en Irak, était allé à Moscou pour représenter l'état d'épuisement de l'armée syrienne et le risque réel de voir Bachar balayé à court terme. **Poutine, qui comprend immédiatement le danger pour la présence russe sur la côte méditerranéenne, à Latakieh et Tartous, est convaincu d'intervenir. Mais avec le sentiment aujourd'hui d'être le vrai vainqueur.**

...

Après Alep

Et puis les Iraniens savent bien que la victoire d'Alep est loin d'avoir tout réglé. S'ils en avaient besoin, la mort d'un général pasdar il y a quelques jours, lors de la reprise de Palmyre par Daech, est là pour le leur rappeler. **S'il fallait reconquérir tous les territoires échappant encore au régime syrien, d'interminables combats seraient à prévoir.**



Les Russes le savent aussi. Ils ont rappelé à Assad, qui affiche encore l'objectif de reprendre le contrôle de l'ensemble du pays, qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. **C'est sans doute la raison pour laquelle ils ont décidé de préserver l'avenir en laissant partir les derniers rebelles d'Alep, plutôt que de les écraser. Les Russes plaident donc pour des concessions à l'opposition et un processus inclusif de retour à la paix, avec la constitution d'une union nationale en vue d'œuvrer à l'éradication de Daech.** Cette tâche à elle seule, si l'Iran et ses amis veulent rester dans le jeu, implique encore des sacrifices, alors qu'un mouvement comme le Hezbollah libanais, qui a joué un rôle décisif dans les moments les plus sombres, a déjà payé un très lourd tribut à la guerre civile syrienne et ne pourra être éternellement sollicité.

Enfin, il y a l'inconnue de la nouvelle administration américaine. Trump a laissé entendre que l'élimination de Daech était sa toute première priorité et qu'il n'écartait pas l'idée de chercher à cette fin un terrain d'entente avec la Russie et même avec Bachar. La Turquie, si elle obtient des garanties sur la contention des Kurdes de Syrie, pourrait aussi se joindre à la partie. Quelle serait dans un tel dispositif la place de l'Iran ? Certes, les Iraniens interviennent en Irak, soutenant les milices chiites dans la bataille de Mossoul, où se retrouvent aussi les Américains, mais ils n'y sont pas aussi près du terrain, aussi associés au quotidien du combat qu'en Syrie.

Si les Etats-Unis et la Russie se mettaient à agir ensemble en Syrie, l'Iran pourrait être confiné à un rôle secondaire, ou, s'il intervient en force, s'apercevoir qu'il tire finalement les marrons du feu pour l'Amérique.

La victoire d'Alep pourrait donc être pour l'Iran le point haut de son aventure syrienne. Sa première préoccupation devrait être de consolider sa position, de rester un élément incontournable des solutions à venir, plutôt que d'aller vers de nouvelles conquêtes. **D'autant que la population iranienne pourrait se lasser de ces expéditions sans fin, comme du soutien à fonds perdus du régime d'Assad.** Certes, les interventions en Syrie et en Irak lui sont présentées comme visant à assurer la protection de l'Iran contre des

entreprises terroristes, et elle adhère à cette vision des choses. Mais si, dans l'euphorie de la victoire d'Alep, ce discours en venait à dériver vers l'idée que l'Iran est en position de dominer l'ensemble de la région, les gens ne seraient plus preneurs. Comme dans tant de pays, la population s'intéresse d'abord à sa situation économique. Elle attend une relance avec une impatience croissante depuis la conclusion en juillet 2015 de l'accord de Vienne sur le nucléaire, ayant permis la levée des premières sanctions. Il ne faudrait pas que cette reprise se trouve compromise par l'ouverture de crises inutiles. Il y a déjà suffisamment à faire pour protéger cet accord fragile, et encore plus fragilisé par l'élection de Donald Trump. C'est là-dessus que l'opinion se positionnera lors des élections présidentielles du printemps prochain, qui verront Hassan Rohani concourir pour un deuxième mandat. C'est là qu'elle attend du résultat.

François Nicoullaud (ancien ambassadeur de France à Téhéran)

Poutine va-t-il régler le problème syrien ?

Les gesticulations des Etats occidentaux sur la question syrienne n'ont pas empêché Poutine d'aider décisivement l'armée de Bachar à reprendre Alep. Bachar exulte en public. Mais aussitôt Poutine a déclaré que « *maintenant il fallait mettre en œuvre la solution politique* ». Poutine a prouvé lors de l'affaire des armes chimiques utilisées par Bachar qu'il savait lui imposer ses vues. Le stock d'armes chimiques syrien a été détruit... En tout cas, Bachar l'a publiquement ordonné. À Alep, Poutine a obtenu l'exfiltration des civils et des combattants qui voulaient quitter les lieux. L'armée syrienne obéit à ses exigences.



À Mossoul, l'armée irakienne et les kurdes progressent pour reprendre la ville aux djihadistes forcenés. Mais, après cette victoire annoncée, qui saura imposer une solution politique aux Irakiens, notamment sur la question kurde ? Obama malgré (ou à cause de) son charisme, n'y est pas parvenu. Trump ? Peu probable. Mais sûrement pas un chef d'Etat européen.

Poutine apparaît aujourd'hui comme le seul homme d'Etat à pouvoir imposer ses vues à un autre chef d'Etat d'un pays en crise, car il a les moyens d'une aide militaire sans limite, ce que les Etats occidentaux n'ont plus, à cause du frein de leurs opinions publiques. En outre, il n'hésite pas à mettre son veto au conseil de sécurité quand sa politique est contrariée. L'avenir proche nous dira si la Russie de Poutine a remplacé les USA comme gendarme du monde.

Philippe Tixier

L'éthique du libéralisme

Bernard Esambert, président d'honneur du Club des Vigilants, a lancé une ambitieuse entreprise de refondation d'une éthique du libéralisme, dont la nécessité semble assez évidente. Le Club des vigilants soutient ce projet. Il se traduit notamment par des conférences suivies par certains membres du club. Voici ce qu'ils en ont retenu. On peut aussi retrouver le texte intégral et les vidéos avec un peu de décalage sur [le blog de la Fondation Ethique et Economie](#) . Certaines des « Matinales » du Club, comme celle sur les lanceurs d'alerte, contribuent également à ce travail.

L'ambition ultime de Bernard est de réunir un grand symposium qui adoptera une Charte universelle des règles éthiques du libéralisme.

Narayana Murthy. Pour diminuer l'avidité des dirigeants, changeons ce qui les rend heureux !



Le grand patron indien Narayana Murthy propose une idée forte pour diminuer les rémunérations scandaleuses des dirigeants d'entreprise et les inégalités qu'elles donnent en spectacle : **il faut modifier ce qui, dans leur esprit, les rend heureux, leur attire le respect et la considération de leur entourage. Aujourd'hui c'est trop exclusivement l'argent.** Voici, en substance, l'idée forte développée par le co-fondateur et patron depuis de longues années de la célèbre entreprise informatique indienne Infosys, le 14 septembre à Paris, au cours de la conférence de rentrée du cycle sur l'éthique du libéralisme.

Narayana Murthy a commencé par rappeler, comme la plupart des orateurs de ce cycle, que le capitalisme reste le système économique le plus efficace, notamment pour diminuer la pauvreté. Encore faut-il corriger ses excès. Il a ensuite longuement rappelé ce qu'a été l'envolée vertigineuse des

rémunérations de dirigeants, notamment aux Etats-Unis, et ce qu'elle a d'inacceptable pour beaucoup.

Comment corriger cela ? Les réglementations peuvent y contribuer ; il en faut. Mais le **grand patron indien ne se fait aucune illusion sur les capacités illimitées de ses pairs pour contourner toutes les réglementations**. Ce qu'il faut, c'est donc « *définir le succès comme autre chose que l'argent* ». Dans un développement qu'une partie des participants a perçu comme éminemment indien il a prôné les vertus de la « retenue » (self-restraint) et des plaisirs simples (« *il n'y aucune taxe sur une conversation avec un ami cher* »), de la générosité, de l'humilité, autant de vertus personnelles.

Mais il a aussi évoqué l'importance du regard porté par les autres sur les dirigeants. **Les magazines publient des listes des plus grandes fortunes. Pourquoi ne publient-ils pas des listes des dirigeants les plus respectés ?** Et, à un enseignant de business-school qui l'interrogeait sur les cours d'éthique à dispenser dans ce genre d'institution, il a répondu en abordant un autre aspect de l'enseignement. Ce qu'il faudrait c'est que, dans l'enseignement élémentaire, on parle aux enfants de quelques figures de dirigeants d'entreprises respectés à côté des rois, des empereurs et autres conquérants.

J-C.H.

Eric Alt : les lanceurs d'alerte sont bien les amis de la démocratie

Il va sans doute falloir s'y habituer. Les lanceurs d'alerte s'imposent doucement dans le paysage judiciaire et politique français et européen. Ils ont en tout cas des défenseurs convaincus comme Eric Alt, **magistrat, vice-président de l'association Anticor** (1 500 membres), qui était l'invité du Club des Vigilants pour une Matinale le 27 septembre 2016. Parmi les cinq axes de réflexion du Club figurent en effet la nécessité de remettre l'éthique au centre du libéralisme et celle de revivifier la démocratie.

Eric Alt balaye les préventions traditionnelles que l'on a en France contre les dénonciateurs. Quant au risque d'alimenter le discours ambiant sur les « politiques tous pourris », ils sont pour lui, moins importants que les effets positifs de la lutte contre la corruption. **Le « vrai problème » pour Eric Alt, ce sont plutôt tous ces élus honnêtes qui « détournent le regard » plutôt que de dénoncer la corruption et autres fraudes fiscales.**



Aborder le sujet par le biais des lanceurs d'alerte amène en effet à mettre un peu dans un même sac corrompus, corrupteurs et fraudeurs puisque les affaires de lanceurs d'alerte connues concernent un peu tous les domaines et que « *la fraude nourrit la corruption* ».

L'exposé très documenté du magistrat a surtout permis de prendre la mesure de tout le travail en cours pour introduire en France **une « culture de l'alerte »**, **comme le souhaite le Conseil d'Etat dans un rapport publié au printemps 2016** (disponible sur son site). Les associations comme Anticor, Transparency international et Sherpa, régulièrement auditionnées, y contribuent évidemment. Précisons au passage que, pour ces associations, **les dénonciateurs ne peuvent être que désintéressés**. Elles souhaiteraient seulement qu'on prévoie un système d'indemnisation pour ceux qui perdent leur emploi, par exemple, et qui sont souvent bien seuls pour se défendre.

La traduction législative la plus immédiate de cette nouvelle culture est le **projet de loi dit Sapin II. Il prévoit une protection des lanceurs d'alerte contre les mesures disciplinaires** (tout en rappelant ce que risquent les dénonciateurs calomnieux). Jusqu'ici c'était la jurisprudence, notamment celle de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, qui les protégeait. **Sapin II astreint aussi toutes les entreprises d'une certaine taille à organiser un dispositif anti-corruption**. Il « *peut donc y avoir une dynamique vertueuse* » estime le magistrat. Mais on est encore dans « l'entre deux » et le système est instable. Il n'est pas du tout certain, en effet, que la culture de l'alerte soit encore solidement installée dans le pays, même si Eric Alt estime que l'on peut remonter à l'affaire Dreyfus et considérer le lieutenant-colonel Picquart comme le premier lanceur d'alerte célèbre.

Pour consolider la lutte contre la corruption et la fraude, le magistrat a évoqué toute une série de mesures souhaitables, dont certaines fort techniques. **Mais s'il n'y en avait qu'une à exiger du prochain Président de la République ce serait une loi consacrant l'indépendance des Procureurs de la République**. Celle-ci est respectée de fait par le pouvoir actuel, mais une circulaire pourrait facilement défaire ce qu'une autre a instauré. Ce n'est pas le magistrat, mais le citoyen qui parle, a-t-il assuré. Et il a rappelé que l'Italie ne s'est sortie du pourrissement de la période Berlusconi que grâce à l'indépendance de la justice.

J-C.H.

Le cardinal Barbarin aux patrons : méfiez-vous de vous-mêmes !

Economie, liberté, égalité, fraternité. À partir de ces quatre mots, le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, primat des Gaules, a décliné, lundi 12 décembre, ses réponses aux questions qui lui étaient posées dans le cadre du cycle de conférences « Ethique et économie » organisées par Bernard Esambert, ancien Président du Club.



Le cardinal a évoqué plusieurs rencontres avec des chefs d'entreprises. « *Méfiez-vous de vous-mêmes* » est à la fois une parole attribuée à Jésus et un précepte qu'il a entendu de la bouche de certains de ces patrons. Concrètement, il leur conseille de fixer à l'avance des règles en matière de rémunération du dirigeant d'entreprise (ou une limite à l'écart entre le plus petit salaire et le plus élevé) et de rendre ces règles et limites publiques. Car l'argent rend fou, l'argent rend aveugle. L'aliénation par l'argent est une des dérives les plus évidentes de la liberté d'entreprendre.

L'église est pourtant favorable à la liberté d'entreprendre et aux entrepreneurs a-t-il dit et répété en citant plusieurs encycliques et plusieurs papes. Mais elle n'est pas favorable au libéralisme sans frein.

Des freins de quelle nature ? Bertrand Collomb, l'ancien président du groupe Lafarge (photo), a proposé une distinction entre les actions dont le dirigeant peut mesurer les conséquences, qui peuvent être réglées par des règles morales de comportement individuel, et celles dont on ne peut pas mesurer les effets et qui doivent être réglées par la régulation.



Alors ? Ethique individuelle ? Commandement ? Règlement ? Quelle doit être la part de tous ces freins ? Même s'il n'aime pas les commandements (il préfère parler de « paroles de vie » que des « dix commandements ») le cardinal a évoqué à plusieurs reprises la nécessité d'une « régulation », notamment pour la finance.

Le primat des Gaules a également évoqué sous des formes diverses la question de la répartition des richesses, qui est pour lui le vrai sujet de « l'économie »

quand on remonte à l'origine du mot. L'église n'est pas pour l'égalitarisme mais pour une certaine « égalité de fond ».

Sans s'exprimer trop ouvertement sur les débats politiques du moment, il a quand même envoyé quelques messages. Le populisme est à son avis une conséquence de l'excès des inégalités et du capitalisme sans contrôle. Sans jamais évoquer directement François Fillon et son programme, il a évoqué « *le grand système mis en place à la Libération* », qu'il ne faut pas « *remettre en cause en bloc* », ainsi que son expérience personnelle, très positive, du système hospitalier français. Plus généralement il a rendu hommage aux politiques qu'il rencontre, qui sont vraiment des « serviteurs », au sens de l'évangile, et se préoccupent du bien commun. Revenant aux trois mots de la devise nationale il leur a dit : « *occupez vous de la liberté et de l'égalité ; la fraternité ne vous regarde pas* ».

La fraternité c'est merveilleux, mais c'est un plus une sorte de cadeau. Un cadeau qui peut rapporter. C'est presque un conseil de management qu'il a donné sur ce point : « *le don et la gratuité doivent trouver leur place dans les activités de l'entreprise* ». Ce qu'un employeur « perd » en proposant par exemple à des membres du personnel d'aller aider les Haïtiens après le tremblement de terre, l'entreprise le regagne en « vitalité ».

J-CH

L'homme de demain

En marche vers une nouvelle humanité



D'emblée, dans son avant-propos, **Alain de Vulpian** annonce l'ambition qui est la sienne, celle de partager sa conviction sur le futur d'une humanité qui se dirige vers une plus grande maturité, en dépit des crises et des soubresauts qu'elle traverse. Ce n'est pas seulement un espoir comme il arrive aux esprits brillants d'en formuler au soir de leur vie ; c'est l'aboutissement d'un long processus d'observation et de recherche entamé depuis les années 1950.

Sa démarche s'ancre dans le temps long de l'histoire humaine, qu'il fait remonter aux premiers temps de la présence des hominidés sur la planète et dont il retrace le parcours dans une fresque à la fois lumineuse et bienveillante, articulée en quelques grandes époques. Tout commence avec le chasseur-cueilleur, période marquée par des émergences successives

comme celle du langage qui permet de coordonner les efforts dans les actes qui conditionnent la survie du groupe, mais aussi de communiquer des messages abstraits. Puis vient la **transition progressive vers la sédentarisation, avec ce que cela implique d'occupation du territoire et de défense de cet espace et des ressources qu'il recèle. C'est dans ce contexte que naît l'ère des civilisations**, qui est aussi celle de l'urbain et qui remonte à la civilisation sumérienne. Enfin, la période actuelle, étonnamment courte par comparaison avec les précédentes, et dont l'apogée au XXe siècle a été marqué par des conflits mondiaux et la création d'un arsenal de destruction qui menace d'éteindre la vie humaine sur la Terre.

Aujourd'hui, notre socioculture est majoritairement issue de la civilisation occidentale dans laquelle la rationalité s'est imposée partout, donnant naissance à une organisation du monde avec les États-nations, les hiérarchies, les méthodes de gestion, celles de l'enseignement, la compétition, les conflits, etc. **Et notre monde est en crise : il est l'objet du désenchantement vis-à-vis de l'incapacité de la science et de l'inefficacité des structures de gouvernance à résoudre les défis qui s'accumulent**, que ce soit en matière d'environnement ou de modèle de développement, sans mentionner le piège démographique qui menace de se refermer sur notre humanité.

Pourtant, en ce début du XXIe siècle, Alain de Vulpian pressent une nouvelle période de transition qui annoncerait une métamorphose humaniste et il en relève de nombreux indices. En effet, depuis le milieu du XXe siècle, une évolution s'est manifestée ; les individus s'acceptent comme ils sont, des êtres sociaux capables de partager leurs émotions. Cette transformation a commencé avec la course à la consommation des années 1950, et plus généralement avec la recherche du bonheur liberté. Simultanément, les idéologies perdent de leur

force et de « nouveaux animaux » apparaissent. Ce sont des nouvelles formes d'organisation nées d'initiatives diverses, inclassables et qui souvent se positionnent au service de la communauté, mus par l'empathie, dépassant ainsi les schémas de la rationalité économique ou politique.

Au-delà, l'auteur (photo) en réfère aux neurosciences car la plasticité de notre cerveau peut générer une évolution des comportements. Or, il existe une relation forte entre les structures mentales des individus et les structures de l'organisation sociale. Non pas que l'une façonne l'autre directement. Mais les humains conduisent leur vie et ce faisant, ils alimentent les évolutions socioculturelles. Celles-ci conduisent à des écosystèmes qui s'auto-organisent par le jeu des interactions entre les variables qui les composent et dont les acteurs ne sont pas conscients ou qu'ils ne peuvent pas piloter.



Ainsi, des transformations profondes sont en cours et elles relèvent de l'une des caractéristiques fondamentales du vivant, sa capacité à évoluer et à se renouveler, au point que c'est la seule assurance de sa pérennité.

Bien des obstacles se dressent sur cette route. Ils tiennent aux structures financières, aux modes de production et à ceux de la gouvernance étatique. Pourtant, chacun de ces domaines connaît des mutations. La mondialisation de la planète se poursuit, la structure géopolitique se transforme, le tissu social mondial se développe et les réseaux de communications électroniques défient et bousculent les structures économiques, sociales ou politiques existantes. Et l'hégémonie américaine devra sans doute composer avec d'autres cultures et modèles d'organisation, dont ceux de la Chine.

Avec cet ouvrage, Alain de Vulpian délivre un **message d'espoir foisonnant, érudit mais prudent, car s'il nous invite à accueillir la métamorphose, il nous met également en garde contre les bifurcations qui la guettent et les effets catastrophiques qui pourraient en résulter.** Par définition, les caractéristiques du nouveau monde issu de ce processus nous sont encore indéchiffrables, l'intuition de l'auteur le porte à penser qu'il ne s'agira plus de domestiquer les hommes et la nature, mais de prendre soin de leurs développements. En cela, l'homme du futur se rapprocherait du chasseur-cueilleur, ce qui témoignerait aussi de la permanence des sentiments et des émotions d'Homo sapiens.

Jean-François Soupizet

Retrouvez également une lecture du livre d'Alain par Jean-Claude Hazera dans [Vigilances n° 116](#)

Un peu d'humanité dans les algorithmes SVP



Uber, Amazon et autres Deliveroo sont des aubaines pour les consommateurs. Mais le management de leurs collaborateurs évoque un taylorisme numérique qui devrait poser question aux citoyens et aux êtres humains que nous sommes....

Il n'y a pas à l'échelle mondiale de statistiques fiables sur l'économie des petits boulots, mais aux USA quelques 800 000 personnes gagnent de l'argent de cette façon grâce à des plateformes en lignes comme **TaskRabbit, Lyft, Uber et Deliveroo**. Si, dans une période économique difficile, il est sûr que des activités sont ainsi créées, il nous semble important de réfléchir à la place du capital humain dans ces types d'organisations.

Sous des airs futuristes (technologie de pointe, hyper réactivité, effet de masse,...) le **management algorithmique fait écho à des méthodes du passé**. Nous voyons se mettre en place une forme de **taylorisme digital** beaucoup plus « opérante et efficace » que le management humain. Ceci du fait de la technologie et des possibilités du numérique. Si le consommateur est présenté comme gagnant dans ce type de pratiques, il nous semble que les citoyens ont à s'interroger sur la place de l'humain au travail dans l'économie actuelle.

Les choses ne sont pas noires ou blanches, elles sont grises. La technologie et le numérique apportent beaucoup de choses positives et innovantes dans des domaines aussi variés que la santé, le transport, l'éducation... La disruption économique que nous vivons est cependant tellement forte que des personnes vont rester sur le bord de la route de l'économie numérique et du développement. Il nous semble fondamental, pour qu'un vivre ensemble soit possible et tenable, que nous nous questionnions.

L'être humain n'est pas seulement un consommateur ou un fournisseur de données. Il est un citoyen dans une société donnée à une époque donnée. Les techniques et les gains économiques ne doivent pas nous faire oublier la part des hommes.

Ce que nous entendons par la part des hommes, c'est le plus d'humanité et de sens que l'être au travail peut chercher, trouver ou ne pas trouver dans le travail. La part des hommes va bien au-delà de la « ressource humaine » ; c'est cet ensemble de mesurable et de non-mesurable qui a des effets sur la qualité des biens produits et sur la qualité des liens dans l'entreprise et dans la société.

Qu'en pensez-vous ? N'est-ce pas le rôle de la société civile, de ses think tanks, clubs de réflexion et associations d'avancer sur ce sujet ?

Evelyne Bertin

Disparition d'un ami

Henry Hermand : l'ambition n'est pas un rêve

Henry Hermand , soutien du club depuis sa fondation, accepta de prendre quelques mois la présidence à la mort de son ami Marc Ullman. Disparu le 5 novembre il laisse –entre autres- une autobiographie titrée *L'ambition n'est pas un rêve* dont Eric Noblecourt rendait compte dans *Le Monde* du 13 février 2010. Voici les principaux extraits de cet article qui nous semblent bien refléter l'homme exceptionnel qu'il fut et que nous avons eu la chance de côtoyer.



« Patron de gauche » ? Pour beaucoup, c'est un oxymore. La « traversée du temps » d'Henry Hermand, un des pionniers des grandes surfaces et de l'urbanisme commercial et un des acteurs (dans l'ombre) de tous les combats du progressisme, démontre le contraire. La grande distribution, écrit son ami Michel Rocard, dans la préface du livre, « a découvert, non sans stupeur, que l'on pouvait être à la fois un homme de gauche vigoureusement convaincu et un grand patron, efficace et respecté ».

« Citoyen du monde », comme il se définit, Henry Hermand, 86 ans, raconte par le menu un parcours professionnel et politique qui ressemble à un perpétuel épanouissement. Son récit, parfois un peu désordonné, ne peine pas à convaincre qu'il a « tout fait par passion ». Affichant son dédain de l'argent, il a mis autant d'énergie à inventer une grande distribution étroitement associée au secteur agricole qu'à faire vivre et resurgir une pensée progressiste. « Réussir dans mes affaires professionnelles, écrit Henry Hermand, n'a jamais signifié pour moi le moindre abandon de mes convictions. »

Jeune résistant, souvent en conflit avec son petit commerçant de père, Henry Hermand a dû avoir plusieurs vies vu la multitude d'aventures professionnelles et politiques dans lesquelles il s'est engagé. Humaniste et chrétien de gauche, militant anticolonialiste et européen, à l'écart du marxisme, il collabore à Esprit, au Monde et à La Quinzaine. Sans abandonner son sens critique, il fréquente une kyrielle d'intellectuels de gauche. Il milite à la CFTC et à l'Union progressiste, participe, avec son ami Gilles Martinet, à la création du PSU et rejoint, avec la "deuxième gauche", le Parti socialiste.

Son entrée au PS est marquée par le lancement de la revue Faire, organe des rocardiens. Henry Hermand en est le gérant et la finance avec d'autres actionnaires(...). Au début des années 1990, son ami Max Théret l'entraîne dans la reprise du Matin de Paris, ce qu'il qualifie aujourd'hui d'« *aventure imbécile* ».

Le livre fourmille de portraits, de Pierre Mendès France – « *ce qui domine chez lui, c'est l'intelligence et la gravité* » – à François Mitterrand, dont il décrit de manière savoureuse, « *la descente, selon un rituel très étudié* », au bureau national du PS, en passant par Michel Rocard. Face à François Mitterrand, il « *s'est cassé les dents contre cette formidable machine à broyer ses ennemis et à maîtriser son temps* ».

Henry Hermand invite la gauche à se réinventer. « *La difficulté de la gauche au pouvoir, dès 2012 peut-être, écrit-il, sera considérable car les opinions publiques, si elles sont modelées (...) par des promesses inapplicables et par une présentation de la situation édulcorée, se vengeront. Et les électeurs, dans un pays où un huitième de la population vit sous le seuil de pauvreté et un autre huitième dans la crainte, seront prêts pour les pires aventures* ». L'auteur en vient à imaginer « *une plate-forme minimale* » associant « *une gauche réaliste et une droite éclairée dans le cadre d'un social-réformisme écologiste* ».

À lire également à propos d'Henry Hermand

- L'hommage d'Henry à son ami Michel Rocard dans [Vigilances n° 116](#)
- Sa présentation du 1, sa dernière aventure de presse, [sur le site de l'hebdomadaire](#).

Dans un numéro spécial, réalisé après sa disparition, Eric Fottorino, directeur du 1 écrit : « *Parmi toutes les aventures intellectuelles auxquelles participa Henry Hermand, il en est une qui lui tenait surtout à cœur : la presse... À juste titre, il refusait qu'on réduise son rôle à celui du financier qu'il fut pour notre journal. Nous sommes des journalistes. Lui était un acteur engagé de la politique au sens le plus noble du terme. Il pensait pour agir* ».

Eric Fottorino évoque aussi l'intérêt et l'affection d'Henry pour Emmanuel Macron « *qui, après Mendès-France, après Michel Rocard, incarnait pour lui la pérennité comme la modernité de ses engagements* ».